

BAT LAB cible les micropolluants



Le laboratoire a notamment engagé la docteure en chimie Elodie Vuarnoz, ici en train d'extraire un micropolluant. © Alain Wicht

09.09.2020 La Liberté

Spécialisé dans l'amiante, le laboratoire d'analyses privé ajoute une lentille à son microscope

STÉPHANE SANCHEZ

Bulle » En 2016, Michel Pittet et son fils Lionel créaient, avec l'aide de Bat-Mann Holding, un laboratoire d'analyses dédié à l'amiante, BAT LAB SA. L'ingénieur en chimie et son équipe peuvent désormais remplir une mission supplémentaire: traquer les micropolluants, PCB, HAP et autres joyeusetés tapies sous des sigles et non moins nocives. L'investissement – un million de francs environ – fait de BAT LAB le seul laboratoire privé du canton capable de détecter les substances mises à l'index par les ordonnances fédérales sur le sol, les déchets ou les sites pollués.

« Notre premier domaine d'activité, l'amiante, connaît un franc succès, explique Michel Pittet. Les contrôles anonymes effectués par la SUVA nous placent parmi

les meilleurs laboratoires de Suisse. Et nous sommes aussi en tête de classement des tests interlaboratoires internationaux. Notre clientèle s'est vite étoffée. C'est elle qui nous a incités à étendre notre champ d'analyse. »

Chimistes armés

« Détecter un micropolluant, c'est comme chercher un morceau de sucre dans une piscine olympique », poursuit Michel Pittet. Appareil de chromatographie gazeuse, spectromètre de masse, détecteur à ionisation de flamme ou spectrophotomètre: le laboratoire bullois recèle tout un arsenal pour déterminer la nature ou les teneurs des échantillons fournis. Des prélèvements souvent livrés dans l'urgence et sous forme de gravats, de terre, de bois ou de déchets de chantier, qu'il faut broyer et préparer, pour extraire le fameux « sucre ».

« Nous avons déjà eu des échantillons dont la teneur faisait peur »

Michel Pittet



« La phase d'extraction peut prendre 2 à 5 jours. Les machines effectuent l'analyse en quelques heures. Il faut ensuite examiner les résultats », explique Michel Pittet. Le laboratoire a ainsi engagé deux docteurs en chimie issus de l'Université de Fribourg, Elodie Vuarnoz et Richard Remy, responsable du département environnement du laboratoire. « Nous avons profité de cette période de Covid-19 pour mettre au point nos méthodes et élaborer le dossier d'accréditation. Elle devrait nous être accordée d'ici à quelques semaines », poursuit l'ingénieur chimiste à la tête de huit collaborateurs – biochimistes, géologues et laborantines.

Dans le collimateur

BAT LAB vise désormais un large spectre. A commencer par les PCB, interdits depuis 1986 et utilisés dans l'huile hydraulique, les vernis, les résines, les colles et autres joints. S'y ajoutent les HAP, produits par la combustion de matières organiques (charbon, carburants, bois, tabac, viande, huiles végétales). Ou encore les composés organiques volatils (COV), autrement dit les molécules de colles, de bois agglomérés, de plastiques, de solvants, mais aussi de produits de nettoyage qui s'échappent insidieusement des objets pour squatter l'environnement. Le laboratoire traque aussi les métaux lourds, comme le mercure, ainsi que les hydrocarbures, l'azote, les nitrites ou les cyanures. « Nous avons déjà vu des échantillons dont la teneur faisait peur », glisse Michel Pittet.

« Je voulais rester utile »

A 66 ans, le Bullois est techniquement à la retraite, après avoir travaillé pour l'industrie du tabac et dirigé l'entreprise de plasturgie sanitaire Geberit Fabrication, à Givisiez. Il aurait pu raccrocher. « Mais j'avais envie de travailler pour l'environnement », glisse-t-il. Par remords? « Non, Geberit a toujours été à la pointe de la protection de l'environnement. Mais je voulais rester utile, et contribuer à transmettre aux générations futures une planète vivable », dit-il.

Michel Pittet reste néanmoins conscient que BAT LAB n'est qu'un maillon – un œil – de la chaîne, entre les autorités et les normes, les mandants (bureaux d'ingénieurs, diagnostiqueurs, architectes, collectivités) et les filières de traitement, de mise en décharge ou de recyclage. Mais les missions ne vont pas manquer: « Les technologies de détection s'affinent. Les normes changent. On considère qu'il y a plus de 100'000 micropolluants – sans parler des cocktails – et l'industrie en crée chaque année quelques centaines de plus. Les ménages aussi sont une source non négligeable. » De quoi ouvrir l'œil.